

(N° 151)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 FÉVRIER 1923.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants
d'habitude et de l'adolescence coupable.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La législation répressive offre des lacunes qu'il est urgent de combler.

Le code pénal de 1867, basé exclusivement sur le principe de la responsabilité, ne défend pas la société contre les aliénés; il l'expose aux méfaits de ceux qui, sans être aliénés, ne sont que partiellement responsables de leurs actes; il défend mal la société contre les récidivistes.

La loi du 13 mai 1912 sur la protection de l'enfance a marqué une étape heureuse dans notre système pénal, mais ses effets n'atteignent pas suffisamment les jeunes gens de plus de seize ans qui constituent le contingent le plus important de l'armée du crime.

I. — Anormaux.

Le projet, afin d'éviter toute discussion, précise dans ses textes ce qu'il entend par anormaux : ce sont les déments, les insuffisants mentaux et les déséquilibrés.

L'article 71 du code pénal décide « qu'il n'y a pas d'infraction, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait ».

La loi ne connaît donc comme anomalie mentale que la démence complète; encore le rôle du juge cesse-t-il s'il constate la démence du prévenu; il doit le renvoyer des poursuites, et c'est au ministère public qu'il appartient de le faire colloquer. Le prévenu colloqué est assimilé aux aliénés non délinquants; dès que le médecin de l'asile le déclare guéri, il est élargi et les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873 ne donnent au ministère public que des recours illusoires pour éviter cet élargissement.

Quant aux déséquilibrés et aux insuffisants mentaux, dont la responsabilité est partielle, les tribunaux se trouvent fort embarrassés en présence du silence

de la loi et leur seule ressource est de faire application aux prévenus de circonstances atténuantes déduites de leur moindre responsabilité; ils les condamnent à des peines moindres que celles qu'ils eussent encourues s'ils avaient été complètement sains d'esprit; en sorte que ces malades, non guéris par leur détention, et partant plus dangereux, sont prématurément rendus à la vie sociale.

Les quatre premiers chapitres du projet organisent l'internement de ces malades, tant aliénés qu'insuffisants mentaux et déséquilibrés, dans des établissements spéciaux où ils recevront les soins médicaux voulus.

Cette mesure est déjà contenue en germe dans l'article 76 du code pénal, article relatif aux sourds-muets, les seuls anormaux dont le législateur de 1867 se soit préoccupé.

Dans toute l'économie du projet, les anormaux sont traités non en délinquants, mais en malades; c'est ce qu'a fait la loi du 15 mai 1912 à l'égard des enfants. L'internement n'est pas une peine, mais tout à la fois une mesure de défense sociale et d'humanité; l'anormal, mis hors d'état de nuire, est soumis à un régime curatif scientifiquement organisé.

Pour permettre au juge d'apprécier sainement la nécessité de l'internement, il faut que le prévenu puisse être soumis à une observation médico-mentale sérieuse, actuellement fort difficile : si le prévenu est laissé en liberté, il se soustrait souvent à la visite des experts; sa mise en cellule à la maison d'arrêt risque au contraire de nuire à son état.

Le chapitre I^{er} du projet permet donc sa mise en observation dans un quartier spécial de la maison d'arrêt. Cette mesure peut être ordonnée à toutes les phases de la procédure, aussi longtemps que le prévenu n'est pas définitivement jugé (art. 1, 2 et 3).

Toute décision ordonnant ou refusant la mise en observation peut être frappée d'appel (art. 4). La mise en observation, dont la durée est de trois mois au plus, peut, par décision de la chambre du conseil, être prolongée pendant un second terme de même durée (art. 5).

Le chapitre II donne au juge le pouvoir de prononcer l'internement des prévenus en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental; ce pouvoir devient une obligation à l'égard des anormaux qui déjà antérieurement ont commis une infraction grave. Lorsque le juge constatera qu'au moment du jugement le prévenu est atteint de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, il n'aura pas à rechercher si, au moment de l'infraction, le prévenu était responsable de ses actes; il n'aura à s'en préoccuper et, le cas échéant, à faire application de l'article 71 du code pénal, que dans les cas fort rares où l'inculpé ayant été dément, insuffisant ou déséquilibré, est complètement guéri au moment du jugement.

Le juge n'a pas à désigner l'établissement où l'internement aura lieu; cette désignation appartient à un organisme administratif dont il sera question plus loin; le prévenu dont l'internement est ordonné est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire où s'opère le classement des internés (art. 10).

Le juge fixe la durée de l'internement : cette durée est obligatoirement de cinq, dix ou quinze ans suivant la qualification que le juge donne au fait commis.

Les articles 7 à 9 adaptent les règles du code d'instruction criminelle au principe nouveau introduit dans la législation pénale par l'article 6. Ils exigent un commentaire assez précis. Dans la législation actuelle les juridictions d'instruction n'ont pas qualité pour apprécier la réalité d'une prévention; elles apprécient uniquement s'il existe des charges suffisantes. Elles n'ont pas davantage qualité pour prendre une décision au fond; elles rendent des ordonnances de non-lieu toujours susceptibles de revision ou renvoient le prévenu à la juridiction de jugement. Or, il est complètement inutile et même cruel, si la réalité de l'infraction et l'infériorité mentale du prévenu ne peuvent être discutées, de renvoyer l'affaire de la juridiction d'instruction à la juridiction de jugement. L'article 6 a donc donné à la juridiction d'instruction le pouvoir de prononcer l'internement; mais il a fallu étendre aux décisions des juridictions d'instruction les garanties dont sont entourées les décisions des juridictions de jugement; ces garanties sont contenues dans l'article 7; ce sont d'abord l'appel, ensuite l'audition des témoins et la publicité des débats; ces deux dernières n'existent que devant la juridiction d'appel et pour autant que l'inculpé les réclame.

Dans la plupart des cas la décision d'internement, rendue à huis clos en première instance, sera acceptée par l'inculpé en aveu dont les tares héréditaires ou les vices auront ainsi échappé à la malignité publique; mais il peut se faire qu'un inculpé protestant de son innocence désire voir plaider son procès au grand jour; cette satisfaction doit pouvoir lui être donnée.

L'article 8 règle la procédure devant la cour d'assises.

Aux termes de l'article 337 du code d'instruction criminelle, le jury doit répondre à la question « l'accusé est-il *coupable* d'avoir commis tel crime...? », c'est-à-dire, l'accusé a-t-il commis le crime *matériellement* et en est-il *responsable*? Le jury n'a pas à répondre séparément sur ces deux points différents; il répond simplement : l'accusé est coupable ou n'est pas coupable.

Le projet prévoit donc que le président, après avoir posé aux jurés les questions indiquées à l'article 337 du code d'instruction criminelle, leur posera les questions indiquées à l'article 8.

Le jury convaincu que l'accusé est *l'auteur matériel* du fait, sans en être toutefois *responsable*, répondra à la première question qu'il n'est pas *coupable*, mais répondra aux questions de l'article 8 que l'accusé a commis le crime et qu'il est en état de démence.

Il n'est pas besoin de modifier la procédure devant les tribunaux correctionnels qui s'harmonise parfaitement avec les nécessités nouvelles.

L'article 9 sauvegarde les droits de la partie civile en cas d'internement du prévenu; s'il y a partie civile constituée, la juridiction d'instruction renvoie l'affaire à la juridiction de jugement pour statuer sur les intérêts civils; l'article 9 sauvegarde également les droits de la société quant aux confiscations.

L'internement ordonné pour cinq, dix ou quinze ans, la mission du juge est provisoirement terminée; c'est à la commission prévue au chapitre III qu'il appartient de déterminer l'établissement où l'internement aura lieu, de changer l'interné d'établissement et, s'il y échet, d'ordonner son élargissement (art. 12).

Cette commission prend le malade en observation dès son entrée à l'annexe psychiatrique, suit les modifications qui surviennent dans son état et se prononce donc sur son sort en pleine connaissance de cause.

Elle est présidée par un magistrat et comprend en outre un membre du conseil provincial et un médecin de l'annexe. Le premier est désigné par le premier président de la cour d'appel, le second par la députation permanente, le troisième par le ministre de la justice, en sorte que le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire et l'opinion publique coopèrent à sa composition (art. 11).

Les articles 13, 14, 15 et 16 règlent la procédure devant la commission.

Le chapitre IV traite de la durée de l'internement.

A prendre dans toute leur rigueur les doctrines scientifiques modernes, le projet aurait dû instaurer la sentence indéterminée, laissant à la commission le pouvoir souverain de mettre fin à l'internement; mais cette réforme radicale heurterait trop ouvertement les idées reçues et il a semblé préférable de limiter la durée de l'internement. Cette durée dépend, ainsi qu'il a été dit plus haut, de la qualification donnée par le juge au fait commis; elle est, suivant la gravité de ce fait, de cinq, dix, ou quinze ans (art. 17); il est à présumer, en effet, que le traitement de l'anormal sera d'autant plus long qu'aura été plus grave l'acte qu'on lui reproche. Il est, d'autre part, impossible d'assigner la même durée à tout internement; lui assigner toujours une longue durée rappellerait les mesures arbitraires de l'ancien régime; lui assigner toujours un terme bref, même susceptible d'être renouvelé, donnerait l'impression que des méfaits importants échappent à la vindicte publique.

L'élargissement est ordonné lorsque l'interné ne constitue plus un danger social (art. 18).

Il peut être ordonné à l'essai (art. 19).

Si la guérison ne survient pas, les délais prévus à l'article 17 peuvent être prorogés par la juridiction qui a ordonné l'internement.

Ce système offre les mêmes avantages que la sentence indéterminée : le malade ne sera pas élargi aussi longtemps qu'il constituera un danger social; mais son maintien à l'établissement spécial est entouré de multiples garanties qui répondent aux aspirations du peuple belge.

II. — Récidivistes.

Le projet substitue la mise à la disposition du Gouvernement à la mise sous la surveillance spéciale de la police.

Cette dernière mesure n'a jamais produit de résultat utile; si l'on éloigne le récidiviste des grands centres, ses antécédents sont rapidement connus, et il ne trouve pas de travail; au contraire, s'il est laissé dans un grand centre, il ne peut être efficacement surveillé.

Il convient que le Gouvernement organise des colonies pour les délinquants d'habitude et tente ainsi la seule chance possible de les voir s'amender. Ce vœu était récemment exprimé à la Chambre des Représentants par l'honorable M. Standaert ⁽¹⁾.

(1) *Ann. parl.*, 1921, p. 1782.

La fréquence de la récidive est démontrée par la statistique ci-dessous du département de la justice :

Nombre des condamnés.

Années	HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
	Pri-maires.	Réci-divistes.	TOTAL.	Pri-maires.	Réci-divistes.	TOTAL.	Pri-maires.	Réci-divistes.	TOTAL.
1912	20,818	20,414	41,232	8,407	4,841	13,248	29,225	25,255	54,480
1913	20,933	20,421	41,354	8,107	4,762	12,869	29,040	25,183	54,223
1919	16,037	10,496	26,533	7,971	3,325	11,296	24,008	13,821	37,829

soit sur 100 condamnés :

Années.	HOMMES.		FEMMES.		HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1912	50.49	49.51	63.46	36.54	53.64	46.36
1913	50.62	49.38	63.—	37.—	53.56	46.44
1919	60.44	39.56	70.56	29.44	63.46	36.54

Dans ce tableau, la dénomination de récidivistes est prise dans son sens général : le fléchissement dans la proportion des récidivistes en 1919 provient uniquement de l'application de la loi d'amnistie; les chiffres antérieurs à la guerre sont absolument démonstratifs.

Il convient donc d'armer davantage la société contre les récidivistes. Le projet prévoit leur mise à la disposition du Gouvernement.

La mise à la disposition du Gouvernement des récidivistes est obligatoire pour le juge, en cas de récidive de crime sur crime; elle l'est encore, en cas de récidive de délit sur crime et de délit sur délit, si la peine nouvelle est d'un an de prison ou plus; elle est facultative dans tous les autres cas, et notamment à l'égard des délinquants d'habitude.

III. — Jeunes délinquants.

M. Standaert rappelait encore à la Chambre des représentants les chiffres effrayants de la délinquance juvénile : 50 % de récidivistes, disait-il, ont subi une première condamnation avant l'âge de 21 ans ⁽¹⁾.

Ne faut-il pas en conclure que la société ne veille pas suffisamment à la rééducation des adolescents qui tombent dans la délinquance?

Dans l'état actuel de la législation, un jeune homme qui, âgé de 16 ans accomplis, commet une infraction, ne peut être mis à la disposition du Gouvernement

⁽¹⁾ *Ann. Parl.*, 1921, p. 1781.

que s'il est jugé avant d'avoir atteint ses 18 ans et condamné en ordre principal à un emprisonnement sans sursis (art. 37 de la loi du 15 mai 1912). Cet envoi du jeune délinquant en prison avant de le confier à l'établissement de rééducation apparaît comme un anachronisme; aussi est-il déjà prescrit par circulaire aux parquets de laisser sans exécution cette peine d'emprisonnement et de n'exécuter que la mise à la disposition du Gouvernement; mais ne convient-il pas de remplacer toujours l'emprisonnement par la détention dans une prison-école?

Les résultats qu'il faut attendre des prisons-écoles pour adolescents, créées par arrêté royal du 28 juin 1921, ne sont-ils pas compromis, si le jeune détenu est condamné à une peine d'emprisonnement, souvent de courte durée, parce qu'elle est la première? Peut-on s'attendre qu'il s'applique à apprendre un métier qui permettra son reclassement, alors qu'il sait que son incarcération prendra fin à date fixe?

N'est-il pas plus logique et plus sage de ne lui laisser espérer sa sortie de l'école que le jour où il justifiera, par un examen technique, de connaissances suffisantes pour pourvoir à son entretien?

Tel est l'objet du chapitre VI du projet.

L'emprisonnement correctionnel est supprimé, comme *peine principale*, pour les délinquants âgés de 16 à 21 ans au moment du jugement et de son exécution.

Le juge conserve la latitude de condamner l'adolescent soit à l'amende, soit à la détention dans une prison-école jusqu'à 21 ans; il peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de sa décision.

L'adolescent, condamné à la détention dans une prison-école, y entrera avant l'âge de 21 ans; s'il était plus âgé, son adaptation serait difficile et sa présence un danger. S'il se soustrait à l'exécution de cette mesure jusqu'à l'âge de 21 ans, il subira la peine d'emprisonnement qui, par décision du juge, se substitue à la détention dans la prison-école. Cette mesure constitue une menace dirigée contre l'adolescent qui s'est rendu coupable d'un méfait, en sorte qu'il aura tout intérêt à entrer à la prison-école, à y apprendre consciencieusement un métier; il pourra ainsi escompter son élargissement et la société pourra escompter son reclassement.

Le Ministre de la Justice,

FULG. MASSON.

(4)

(N^o 151)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 FEBRUARI 1923.

Ontwerp van wet tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen,
de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In de strafwetgeving komen er leemten voor, welke ten spoedigste dienen aangevuld.

Het strafwetboek van 1867, nitsluitend gegrond op het beginsel der verantwoordelijkheid, beschermt de samenleving niet tegen de krankzinnigen; het stelt haar bloot aan de misdrijven van hen die, zonder krankzinnig te heeten, slechts gedeeltelijk voor hunne daden verantwoordelijk zijn; ook tegen de recidivisten wordt de maatschappij door het strafwetboek onvolkomen beschermd.

De wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming was een gelukkige verbetering van ons strafstelsel, doch hare uitwerking treft op onvoldoende wijze de jongelieden, ouder dan zestien jaar, die de talrijkste elementen vormen in het leger der misdadigers.

I. — Abnormalen.

Om alle betwisting te vermijden, is in den tekst van het ontwerp nader omschreven wat onder abnormalen wordt verstaan, te weten : de krankzinnigen, de geestelijke minderwaardigen en degene die aan geestesstoornis lijden.

Bij artikel 71 van het Strafwetboek wordt bepaald dat geen inbreuk voorhanden is, wanneer de beschuldigde of de beklaagde op het oogenblik van het feit aan krankzinnigheid lijdt.

Als geestelijke afwijking kent de wet dus alleen de volstrekte krankzinnigheid; dan nog neemt de opdracht van den rechter een einde, zoodra hij bij den beklaagde krankzinnigheid constateert; hij moet hem van vervolging ontslaan en aan het Openbaar Ministerie behoort het dan, hem te doen opsluiten. De opge-

sloten beklaagde wordt met de andere, niet-delinquente krankzinnigen gelijk gesteld; zoohaast de geneesheer van het gesticht hem genezen verklaart, wordt hij in vrijheid gesteld en de wetten van 18 Juni 1850 en 28 December 1873 doen het Openbaar Ministerie slechts denkbeeldige middelen aan de hand om deze invrijheidstelling te vermijden.

Ten aanzien van minderwaardigen en lijders aan geestesstoornis, die ten deele verantwoordelijk zijn, staat de rechter, in verband met het stilzwijgen der wet, radeloos; zijn eenige toevlucht is de toepassing van verzachtende omstandigheden, ingevolge de verminderde toerekenbaarheid van den beklaagde; deze wordt dan verwezen tot minder strenge straffen dan die welke hij zou oploopen indien hij volkomen gezond van geest was; zoodanig, dat deze zieke, die door zijne opsluiting niet werd genezen en dus gevaarlijker is, voorbarig aan het maatschappelijk leven wordt teruggeschonken.

Door de eerste vier hoofdstukken van het ontwerp wordt voorzien in de inrichting van de dwangverpleging van dergelijke patiënten — zoowel krankzinnigen als geestelijk minderwaardigen en lijders aan geestesstoornis — in bijzondere instellingen, waar zij de vereischte medische zorg zullen ontvangen.

De kiem van dergelijken maatregel is reeds te vinden in artikel 76 van het strafwetboek, betreffende de doofstommen, de eenige abnormalen ten aanzien van welke de wetgever van 1867 blijk van bezorgdheid heeft gegeven.

Gansch het ontwerp is zoo opgevat, dat de abnormalen worden behandeld niet als misdadigers, doch als zieken; zoo deed ook de wet van 15 Mei 1912 ten opzichte der kinderen. De dwangverpleging is geen straf, doch een maatregel tot maatschappelijk verweer en tevens een menschlievende maatregel; aan den onschadelijk gemaakten abnormale wordt een geneeskrachtig, wetenschappelijk ingericht regiem opgelegd.

Om den rechter in de mogelijkheid te stellen over de noodzakelijkheid der dwangverpleging een gezond oordeel te vellen, moet beklaagde, wat zijn geestgesteldheid betreft, ernstig in medische observatie kunnen worden gesteld; dergelijke waarneming is thans uiterst bezwaarlijk; wordt de beklaagde in vrijheid gelaten, dan onttrekt hij zich vaak aan het onderzoek van de deskundigen; zijne opsluiting in eene cel van het huis van arrest, daarentegen, kan op zijn toestand een nadeeligen invloed uitoefenen.

Bij het eerste hoofdstuk van het ontwerp wordt dus de mogelijkheid geschapen den beklaagde in een bijzondere afdeeling van het huis van arrest in observatie te stellen. Deze maatregel kan worden gelast bij elken stand van de rechtspleging, zoolang het eindvonnis niet gewezen is (art. 1, 2 en 3).

Van elke beschikking, waarbij het in observatie stellen wordt gelast of geweigerd, kan in hooger beroep worden gekomen (art. 4). De in observatie stelling, die ten hoogste drie maand duurt, kan, bij beschikking van de Raadkamer, verlengd worden voor een tweeden termijn van denzelfden duur (art. 5).

Hoofdstuk II geeft aan den rechter de bevoegdheid om de plaatsing in dwangverpleging uit te spreken van beklaagden die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis; deze bevoegdheid wordt eene verplichting ten opzichte van abnormalen die reeds vroeger een zware inbreuk

hebben gepleegd. Constateert de rechter dat beklaagde tijdens het vonnis aan krankzinnigheid, geestesminderwaardigheid of geestesstoornis lijdt, dan moet hij niet nagaan of beklaagde op het oogenblik van het strafbaar feit toerekenbaar was; daarmede zal hij zich slechts bezighouden en desvoorkomend artikel 71 van het strafwetboek toepassen, in de hoogst zeldzame gevallen waarin de beschuldigde die aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis leed, op het oogenblik van het vonnis volkomen is genezen.

De rechter heeft het gesticht niet aan te wijzen, waarin beklaagde zal worden geïnterneerd; daartoe is een administratief lichaam bevoegd, waarover verder sprake; de beklaagde, wiens dwangverpleging is gelast, wordt naar de psychiatrische afdeling van eene strafinstelling overgebracht, waar de geïnterneerden worden gerangschikt (art. 10).

Wel bepaalt de rechter den duur van de dwangverpleging : deze moet vastgesteld worden op vijf, tien of vijftien jaar, naar gelang van de begripsomschrijving welke door den rechter aan het gepleegde feit gegeven wordt.

Door de artikelen 7 tot 9 worden de voorschriften van het wetboek van strafvordering aangepast bij het nieuw beginsel, dat bij artikel 6 in de strafwetgeving wordt ingevoerd. Eene nadere toelichting ervan is gewenscht. In de huidige wetgeving zijn de rechtbanken in raadkamer niet bevoegd om te oordeelen over het werkelijk bestaan van het ten laste gelegde feit; zij oordeelen uitsluitend of er voldoende gronden tot beschuldiging aanwezig zijn. Evenmin bevoegd zijn zij om over den grond der zaak eene beschikking te treffen; zij besluiten tot ontslag van vervolging — terwijl hunne bevelschriften ten deze steeds voor herziening vatbaar zijn — of nog verwijzen zij den beklaagde naar de rechtbanken ter terechtzitting. Welnu, waar het werkelijk bestaan én van het strafbaar feit én van de geestelijke minderwaardigheid van den beklaagde niet mogen betwist worden, is het volstrekt nutteloos en zelfs wreedaardig, de zaak van de rechtbank in raadkamer naar de rechtbank ter terechtzitting te verzenden. Bij artikel 6 werd dan ook aan de rechtbank in raadkamer de bevoegdheid gegeven om de plaatsing in dwangverpleging uit te spreken; doch het was noodig aan de beschikkingen van de rechtbank in raadkamer dezelfde waarborgen te hechten, als die waarmede de uitspraken van de rechtbanken ter terechtzitting zijn omringd; die waarborgen worden vermeld in artikel 7; zij zijn : vooreerst het hooger beroep, vervolgens het hooren van getuigen en de openbaarheid der debatten; deze twee laatstgenoemde waarborgen bestaan slechts vóór de rechtbank in hooger beroep en voor zoover zij door beklaagde gevorderd worden.

In de meeste gevallen, zal de in eersten aanleg met gesloten deuren gewezen beschikking aanvaard worden door den beklaagde die bekentenissen heeft afgelegd en wiens erfelijke lasten of wiens ondeugden aldus ontsnappen aan de kwaadsprekerij van het publiek; het kan echter gebeuren dat een beklaagde, die onschuldig beweert te zijn, zijn proces in het openbaar wenscht te zien pleiten; deze voldoening dient hem te kunnen geschonken.

Bij artikel 8 wordt de rechtspleging voor het Hof van assisen geregeld.

Naar luid van artikel 337 van het wetboek van strafvordering moet de jury antwoorden op de vraag « Heeft beschuldigde zich *schuldig* gemaakt aan het

plegen van die of die misdaad? », d. w. z. heeft beschuldigde de misdaad *feitelijk* gepleegd, en is hij er *aansprakelijk* voor? De jury heeft niet afzonderlijk op ieder van beide deze punten te antwoorden; zij antwoordt alleen : de beschuldigde is schuldig of hij is niet schuldig.

Bij het ontwerp wordt dus voorzien dat de voorzitter, na aan de gezworenen de bij artikel 337 van het wetboek van strafvordering voorziene vragen te hebben gesteld, hun de bij artikel 8 vermelde vragen zal stellen.

De jury, overtuigd dat beschuldigde de *feitelijke* dader is van de misdaad, zonder er nochtans *aansprakelijk* voor te zijn, zal op de eerste vraag antwoorden dat hij *niet schuldig* is, maar op de vragen van artikel 8 zal hij antwoorden dat beschuldigde de misdaad heeft gepleegd en dat hij aan krankzinnigheid lijdt.

Het is onnoodig wijzigingen toe te brengen aan de rechtspleging vóór de boetstraffelijke rechtbanken, welke best strooken met de nieuwe vereischten.

Bij artikel 9 worden, in geval van dwangverpleging van beklaagde, de rechten van de burgerlijke partij gevrijwaard; indien eene burgerlijke partij opgekomen is, verwijst de rechtbank in raadkamer de zaak naar de rechtbank ter terechtzitting om uitspraak te doen over de burgerlijke belangen; ook de belangen der maatschappij worden, in zake de verbeurdverklaringen, gevrijwaard.

De voor vijf, tien of vijftien jaar gelaste dwangverpleging maakt voorloopig een einde aan de opdracht van den rechter; aan de in het III^e hoofdstuk voorziene commissie behoort het, het gesticht aan te wijzen waar de dwangverpleging zal plaats hebben, den beklaagde naar een ander gesticht te doen overbrengen en desvoorkomend zijne invrijheidstelling te gelasten (art. 12).

Deze commissie neemt patiënt in observatie zoodra hij tot de psychiatrische afdeling is toegelaten; zij gaat de veranderingen na welke zich in zijn toestand voordoen, en kan dus over zijn lot met volle kennis van zaken uitspraak doen.

Zij wordt voorgezeten door een magistraat en bestaat verder uit een lid van den provincieraad en uit een geneesheer van de psychiatrische afdeling. De eerste wordt aangewezen door den eerste-voorzitter van het hof van beroep, de tweede door de bestendige deputatie, de derde door den minister van justitie, zoodat de uitvoerende macht, de rechterlijke macht en de openbare meening hun deel hebben aan de samenstelling er van (artikel 11).

Bij de artikelen 13, 14, 15 en 16 wordt de rechtspleging vóór de commissie geregeld.

In hoofdstuk IV wordt gehandeld over den duur van de dwangverpleging.

Moesten de moderne wetenschappelijke leerstelsels in al hunne gestrengheid worden toegepast, dan zou het ontwerp de uitspraak zonder bepaling van duur moeten invoeren, aan de Commissie de oppermachtige bevoegdheid overlatend om aan de dwangverpleging een einde te maken; doch deze radikale hervorming zou te openlijk tegen de heerschende gedachten indruischen en het leek verkieslijk den duur der dwangverpleging te beperken. Zooals hierboven werd gezegd, hangt deze duur af van de begripsomschrijving door den rechter aan het gepleegde feit gegeven; hij bedraagt, volgens de gewichtigheid van dit feit, vijf, tien of vijftien jaar (artikel 17); inderdaad, vermoedelijk zal de verpleging van den abnormale des te meer tijd vergen, dat de daad welke hem wordt ten laste

gelegd erger was. Het is, anderzijds, onmogelijk voor al de plaatsingen in dwangverpleging een gelijken duur te bepalen; in ieder geval een langdurige dwangverpleging opleggen zou te zeer herinneren aan de willekeurige maatregelen van het oude stelsel; in ieder geval een dwangverpleging van korten duur opleggen, zelfs wanneer deze hernieuwbaar is, ware den indruk doen ontstaan dat zware misdrijven aan de openbare afkeuring ontsnappen.

Het ontslag wordt gelast wanneer de verpleegde geen gevaar meer oplevert voor de maatschappij (art. 18).

Zij kan gelast worden op proef (art. 19).

Blijft de genezing uit, dan kunnen de bij artikel 17 voorziene termijnen door de rechtsmacht, die de plaatsing in dwangverpleging heeft gelast, verlengd worden.

Dit stelsel biedt dezelfde voordeelen als de uitspraak zonder bepaling van duur: de patiënt wordt niet ontslagen zoolang hij gevaar oplevert voor de maatschappij, doch voor de billijkheid van zijn behoud in eene bijzondere inrichting zijn talrijke waarborgen voorzien, welke strooken met de verzuchtigen van het Belgische volk.

II. — Recidivisten

Door het ontwerp wordt het stellen onder bijzonder politietoezicht vervangen door de ter beschikkingstelling van de Regeering.

Eerstgemelde maatregel heeft nooit een ernstigen uitslag opgeleverd; verwijderd men den recidivist uit de groote centra, dan is zijn verleden spoedig gekend en vindt hij geen werk meer; laat men hem daarentegen in een groot centrum, dan is het toezicht niet doeltreffend.

Het is dan ook wenschelijk dat de Regeering koloniën oprichte voor gewoontemisdadigers en aldus de eenige mogelijke kans wage om ze tot inkeer te brengen. Deze wensch werd onlangs in de Kamer der Volksvertegenwoordigers uitgedrukt door den geachten heer Standaert ⁽¹⁾.

Dat herhaling veelvuldig voorkomt blijkt uit deze statistiek van het Ministerie van Justitie :

Aantal veroordeelden.

Jaren.	MANNEN.			VROUWEN.			MANNEN EN VROUWEN SAMEN.		
	Eerste maal veroor-deeld.	Recidi-visten.	Totaal.	Eerste maal veroor-deeld.	Recidi-visten.	Totaal.	Eerste maal veroor-deeld.	Recidi-visten.	Totaal.
1912	20,818	20,414	41,232	8,407	4,841	13,248	29,225	25,255	54,480
1913	20,933	20,421	41,354	8,107	4,762	12,869	29,040	25,183	54,223
1919	16,037	10,496	26,533	7,971	3,325	11,296	24,008	13,321	37,829

⁽¹⁾ *Handelingen der Kamer*, 1921, blz. 1782.

Dat is op 100 veroordeelden :

Jaren.	MANNEN		VROUWEN.		MANNEN EN VROUWEN SAMEN.	
	Eerste maal veroordeeld.	Recidivisten.	Eerste maal veroordeeld.	Recidivisten.	Eerste maal veroordeeld.	Recidivisten.
1912	50.49	49.51	63.46	36.54	53.64	46.36
1913	50.62	49.38	63.00	37.00	53.56	46.44
1919	60.44	39.56	70.56	29.44	63.46	36.54

In deze tabel is de benaming «recidivist» in haar algemeene beteekenis opgevat. De vermindering in het aantal recidivisten in 1919 is alleen het gevolg van de toepassing van de amnistiewet. De cijfers van vóór der oorlog zijn volstrekt afdoende.

De samenleving dient dus tegen de recidivisten beter gewapend. In het ontwerp wordt hunne stelling ter beschikking van de Regeering voorzien.

Het stellen van de recidivisten ter beschikking van de Regeering is voor den rechter verplichtend in geval van herhaling van misdaad na misdaad; zij is evenzoo verplichtend bij herhaling van wanbedrijf na misdaad en van wanbedrijf na wanbedrijf, indien de nieuwe straf één jaar gevangenisstraf of meer bedraagt; in al de andere gevallen staat het den rechter vrij de terbeschikkingstelling van de Regeering uit te spreken, inzonderheid ten laste van de gewoonte-misdadigers.

III. — Jeudigde overtreders.

De heer Standaert, wees ook nog in de Kamer der Volksvertegenwoordigers op de verschrikkelijke cijfers der wetsovertredingen bij de jeugd; 50 t. h. der recidivisten, zei hij, hebben een eerste veroordeeling opgelopen, vóór dat zij den leeftijd van 21 jaar hadden bereikt ⁽¹⁾.

Moet men daaruit niet besluiten dat de maatschappij in onvoldoende mate zorgt voor de wederopvoeding van de delinquente jeugd?

In den huidige stand der wetgeving, kan de jongeling die, ten volle zestien jaar oud, eene inbreuk pleegt, ter beschikking van de Regeering niet worden gesteld, indien hij gevonnisst werd alvorens den leeftijd van achttien jaar te hebben bereikt en indien hij, als hoofdstraf, eene gevangenisstraf zonder uitstel heeft opgelopen (art. 37 der wet van 15 Mei 1912). Deze gevangenzetting van een jeugdig overtreder, alvorens hem toe te vertrouwen aan eene inrichting voor wederopvoeding, lijkt niet meer van onzen tijd; reeds werd dan ook aan de parketten een omzendbrief gestuurd, waarbij werd voorgeschreven bedoelde gevangenisstraffen onuitgevoerd te laten en alleen de stelling ter beschikking van de Regeering ten uitvoer te leggen; doch is het niet wenschelijk altijd de gevangenisstraf te vervangen door de hechtenis in eene strafschool?

(¹) *Handelingen der Kamer*, 1921. blz. 1781.

Worden de uitslagen, die men te verwachten heeft van de strafschoolen voor jongelieden, opgericht bij koninklijk besluit van 28 Juni 1921, niet in gevaar gebracht, indien de jeugdige gedetineerde veroordeeld wordt tot eene gevangenisstraf, vaak van korten duur, wijl zij de eerste is? Kan men hopen dat hij zich zal toeleggen op het aanleeren van een ambacht, waarbij zijne reclasseering mogelijk zal worden, als hij weet dat hij op een bepaalden datum ontslagen wordt?

Is het niet logischer, niet wijzer ook, hem slechts zijn ontslag uit de strafschoon te laten tegemoet zien voor den dag waarop hij door een technische proef zal bewijzen, dat hij voldoende kennis bezit om in zijn onderhoud te voorzien?

Dit wordt behandeld in hoofdstuk VI van het ontwerp.

De correctionele gevangenisstraf wordt afgeschaft als *hoofdstraf* voor de delinquenten, oud 16 tot 21 jaar, op het oogenblik van de uitspraak of van de tenuitvoerlegging.

De rechter blijft vrij den jongeling hetzij tot geldboete hetzij tot hechtenis in eene strafschoon tot zijn 21 jaar te verwijzen; hij kan gelasten dat de tenuitvoerlegging zijner beschikking zal worden uitgesteld.

De jongeling, die veroordeeld werd tot hechtenis in eene strafschoon, zal er geïnterneerd worden vóór dat hij 21 jaar oud is; moest hij ouder zijn, dan zou zijne aanpassing moeilijker en zijne aanwezigheid gevaarlijk zijn. In geval hij zich aan de tenuitvoerlegging van dien maatregel onttrekt tot wanneer hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, ondergaat hij de gevangenisstraf welke, bij beschikking van den rechter, de hechtenis in eene strafschoon zal vervangen. Deze maatregel is eene bedreiging voor den jongeling die een strafbaar feit heeft gepleegd, zoodat hij er alle belang bij heeft in eene strafschoon te gaan en er ernstig een ambacht te leeren; op deze wijze kan hij rekenen op zijne invrijheidstelling, evenals de maatschappij kan rekenen op zijne reclasseering.

De Minister van Justitie,
FULG. MASSON.

(8)

ANNEXE AU N° 151.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

De la mise en observation des inculpés.

ARTICLE PREMIER.

Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

BIJLAGE VAN N° 151.

Ontwerp van wet tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen, de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE HOOFDSTUK.

Het in observatie stellen van de verdachten.

EERSTE ARTIKEL.

Als er aanleiding is te denken dat de verdachte lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting hem in observatie stellen in de psychiatische afdeling van eene strafinstelling, de onmiddellijke tenuitvoerlegging van deze beschikking gelastende, indien daartoe termen zijn.

ART. 2.

Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil.

Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

ART. 3.

Cette réquisition et cette requête spéciale sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge; à la cour d'assises ou, si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation, depuis la notification de l'arrêt de renvoi.

Le président de la chambre appelée à statuer fait indiquer, quarante-huit heures au moins d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé, si le premier interrogatoire

ART. 2.

Deze maatregel kan, in elken stand der zaak tot bij de eindbeschikking, worden genomen hetzij van ambtswege, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van den verdachte of dezes raadsman.

Vordering en verzoek dienen schriftelijk opgemaakt en met redenen omkleed te zijn.

ART. 3.

Deze vordering en dit verzoek worden aan de raadkamer gericht tot wanneer de beschikking van verwijzing is verleend; aan de boetstraffelijke rechtbank, van de beschikking van verwijzing af tot het vonnis; aan de kamer van beroep van correctionele zaken, van het beroep af tot het arrest; aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van de beschikking van verwijzing af tot de kennisgeving van het arrest; aan dezelfde kamer, gedurende de rechtsvordering tot regeling van rechtsgebied; aan het hof van assisen, of, buiten de zittingen van het hof van assisen, aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van af de kennisgeving van het arrest van verwijzing.

De voorzitter van de kamer die heeft te beschikken, laat, ten minste acht-en-veertig uur op voorhand, op een ter griffie gehouden bijzonder register, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden.

Bij aangeteekend schrijven geeft de griffier daarvan kennis aan den beklaagde en aan dezes raadsman.

Het dossier wordt gedurende acht-en-veertig uur ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld,

de ce dernier remonte à un mois au moins.

Il est statué en chambre du conseil.

ART. 4.

Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler de toute décision tant des juridictions de jugement que des juridictions d'instruction ordonnant ou refusant le placement en observation.

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874.

ART. 5.

La durée du placement en observation est de trois mois au plus. Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la chambre du conseil peut, après comparution de l'inculpé, en ordonner la prolongation pendant un nouveau terme de trois mois.

A la fin du placement, l'inculpé contre qui mandat arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 6.

CHAPITRE II.

De l'internement des inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental.

ART. 6.

Les juridictions d'instruction et de jugement peuvent ordonner l'interne-

indien het eerste verhoor, dezen afgenomen, ten minste een maand te voren heeft plaats gehad.

De uitspraak geschiedt in raadkamer.

ART. 4.

Het openbaar ministerie en de verdachte kunnen in hooger beroep komen van elke beschikking zoo van de rechtbanken ter terechtzitting als van de rechtbanken in raadkamer, waarbij het in observatie stellen gelast of geweigerd wordt.

Het beroep wordt ingediend en berecht overeenkomstig de art. 19 en 20 der wet van 20 April 1874.

ART. 5.

De observatie duurt ten hoogste drie maand. Lijkt zij na afloop van dezen termijn nog onvoldoende, dan kan de raadkamer, na verschijning van verdachte, den observatietijd voor een nieuwen termijn van drie maand verlengen.

Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevangenhouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging worde gelast overeenkomstig artikel 6.

HOOFDSTUK II.

De dwangverpleging van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis.

ART. 6.

De rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting kunnen de onmiddellijke

ment immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental; cette mesure doit être ordonnée si l'inculpé, en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, a déjà été interné pendant un an au moins ou s'il a subi une condamnation antérieure à un emprisonnement d'un an au moins.

La décision indique la durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'article 17,

ART. 7.

Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation. Si l'inculpé le demande, celle-ci entend les témoins et ordonne la publicité des débats sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

ART. 8.

S'il résulte des débats devant la cour d'assises que l'accusé paraît être en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes : « Est-il constant que l'accusé a commis tel crime? Est-il constant que l'accusé est en état de démence, d'insuffisance ou de

plaatsing in dwangverpleging in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten gelasten van den verdachte, die een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd en die lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis; deze maatregel moet gelast worden, indien de aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis lijdende verdachte reeds gedurende ten minste een jaar geïnterneerd is geweest, of indien hij vroeger werd veroordeeld tot eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

De beschikking bepaalt den duur der dwangverpleging, welke vijf, tien of vijftien jaar bedraagt, volgens het bij art. 17 gemaakte onderscheid.

ART. 7.

De beschikkingen van de raadkamer, waarbij dwangverpleging wordt gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep vóór de kamer van inbeschuldigingstelling. Indien de verdachte het vraagt, hoort laatstbedoelde kamer de getuigen en beveelt dat de verhandelingen openbaar zullen zijn, behoudens toepassing van artikel 96 der Grondwet.

ART 8.

Indien uit de verhandelingen vóór het hof van assisen blijkt dat de beschuldigde aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis schijnt te lijden, of indien de verdediger het voorstelt, worden aan de jury bijkomende vragen gesteld als volgt : « Staat het vast dat beschuldigde die of die misdaad heeft gepleegd? Staat

déséquilibre mental? » En cas de réponses affirmatives, l'internement est ordonné par la cour.

ART. 9.

La juridiction répressive saisie de l'action civile en même temps que de l'action publique demeure compétente pour statuer sur la première dans le cas de l'article 6 de la présente loi. Dans le même cas, les juridictions d'instruction et de jugement prononcent la confiscation spéciale comme à l'égard d'un condamné.

ART. 10.

L'inculpé dont l'internement est ordonné est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

CHAPITRE III.

De la composition et des attributions des commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires.

ART. 11.

Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat président, délégué par le premier président de la cour d'appel, d'un membre du conseil provincial, délégué par la députation permanente de la province, et d'un médecin de l'annexe, délégué par le ministre de la justice.

Les membres de la commission sont délégués pour un an; ils ont chacun un

het vast dat beschuldigde lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis? » Luidt het antwoord ja, dan wordt door het hof plaatsing in dwangverpleging gelast.

ART. 9.

De strafrechter, bij wien de rechtsvordering tot schadevergoeding tegelijk met de rechtsvordering tot straf aanhangig zijn gemaakt, blijft bevoegd om over de eerste te beschikken in het geval van art. 6 van deze wet. In het zelfde geval, spreken de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting de bijzondere verbeurdverklaring uit zooals ten aanzien van een veroordeelde.

ART. 10.

De verdachte wiens dwangverpleging is gelast, wordt naar de psychiatrische afdeling van eene strafinstelling overgebracht.

HOOFDSTUK III.

Samenstelling en bevoegdheid van de bij de psychiatrische afdelingen der strafinstellingen voorziene commissiën.

ART. 11.

Bij elke psychiatrische afdeling wordt eene commissie ingesteld bestaande uit een magistraat-voorzitter, afgevaardigd door den eerste-voorzitter van het hof van beroep, uit een lid van den provincieraad, afgevaardigd door de bestendige deputatie der provincie, en uit een geneesheer van de afdeling, afgevaardigd door den minister van justitie.

De leden der commissie zijn afgevaardigd voor één jaar; zij hebben ieder

suppléant. Un employé désigné par le ministre de la justice fait fonction de secrétaire.

ART. 12.

La commission désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne, le cas échéant, le transfert de l'interné dans un autre établissement et statue sur son élargissement à l'essai ou à titre définitif.

ART. 13.

La commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration.

L'interné peut aussi se faire examiner par un médecin de son choix.

ART. 14.

Le procureur du Roi de l'arrondissement, le directeur de l'établissement, l'interné et son conseil sont entendus; le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'interné.

ART. 15.

Les débats ont lieu à huis clos; les comités de patronage sont invités à s'y faire représenter par un de leurs membres.

ART. 16.

Le transfert d'un interné dans un autre établissement ou son élargissement peuvent être provoqués par le

een plaatsvervanger. Een beambte, aangewezen door den minister van justitie, neemt het ambt van secretaris waar.

ART. 12.

De commissie wijst het gesticht voor de dwangverpleging aan, beveelt desgevallend dat de geïnterneerde naar een ander gesticht zal worden overgebracht en beslist over het op proef of het definitief ontslaan van den geïnterneerde.

ART. 13.

Alvorens uitspraak te doen, kan de commissie het advies inwinnen van een niet aan het bestuur verbonden geneesheer.

De geïnterneerde kan zich evenzoo door een geneesheer naar eigen keuze laten onderzoeken.

ART. 14.

De Procureur des Konings van het arrondissement, de bestuurder van het gesticht, de geïnterneerde en zijn raadsman worden gehoord; het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking gesteld van den raadsman van den geïnterneerde.

ART. 15.

De verhandelingen geschieden met gesloten deuren; de beschermingscomiteen worden uitgenoodigd om er zich door één van hun leden te laten vertegenwoordigen.

ART. 16.

Het overbrengen van een geïnterneerde naar een ander gesticht of het ontslag van een geïnterneerde kan

procureur du Roi ou par l'interné; si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois.

verzocht worden door den Procureur des Konings of door den geïnterneerde; wordt het verzoek afgewezen, dan kan de geïnterneerde het eerst na zes maand hernieuwen.

CHAPITRE IV.

De la durée de l'internement et de l'élargissement des internés.

ART. 17.

L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans si le fait était punissable de la peine de mort.

ART. 18.

Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission prévue au chapitre III ordonne son élargissement.

ART. 19.

L'élargissement d'un interné peut être ordonné à titre d'essai. Dans ce cas, il reste soumis pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique dont la durée et les modalités sont fixées par la décision d'élargissement.

S'il ne donne plus de signes de trouble mental, son élargissement devient définitif. Au cas contraire, ou s'il ne se soumet pas régulièrement à l'observation psychiatrique, il est, sur

HOOFDSTUK IV.

Duur der dwangverpleging en ontslag van de geïnterneerden.

ART. 17.

De plaatsing in dwangverpleging wordt gelast voor vijf jaar; deze termijn wordt tot tien jaar opgevoerd indien het feit strafbaar was met dwangarbeid of met buitengewone of levenslange hechtenis; tot vijftien jaar, indien het feit strafbaar was met de doodstraf.

ART. 18.

Wanneer de geestesgesteldheid van den geïnterneerde zoozeer is verbeterd dat er aanleiding is te denken dat hij niet meer gemeengevaarlijk is, wordt zijn ontslag door de bij hoofdstuk III voorziene commissie gelast.

ART. 19.

Het ontslag van den geïnterneerde kan op proef worden gelast. In dit geval, blijft hij gedurende ten minste één jaar onder psychiatrisch toezicht, waarvan duur en modaliteiten bij de beschikking tot ontslag bepaald worden.

Geeft hij geen blijk van geestesstoring meer, dan wordt zijn ontslag definitief. In het tegenovergesteld geval, of bijaldien hij zich niet geregeld voor psychiatrische observatie aanmeldt, wordt hij,

réquisitoire du procureur du Roi de l'arrondissement où il est trouvé, réintégré à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné pour être procédé conformément à l'article 12.

ART. 20.

Si l'élargissement n'a pas été ordonné par la commission, le procureur du Roi a la faculté, avant l'expiration des délais fixés à l'article 17, de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.

Cette juridiction peut ordonner la prorogation de la mesure, après avoir pris notamment l'avis du médecin chef de service de l'annexe psychiatrique; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

La cour d'assises statue sans l'intervention du jury.

CHAPITRE V.

Des récidivistes et des délinquants d'habitude.

ART. 21.

Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 54, 55 et 57 du code pénal, restent à la disposition du Gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

ART. 22.

Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du code pénal

op de vordering van den Procureur des Konings van het arrondissement waar hij wordt aangetroffen, weder opgesloten in de psychiatrische afdeling waar hij vroeger geïnterneerd is geweest, opdat verder gehandeld worde overeenkomstig art. 12.

ART. 20.

Indien het ontslag door de commissie niet gelast is geworden, staat het den Procureur des Konings vrij, vóór de bij art. 7 bepaalde termijnen verstreken zijn, de rechtspleging te onderwerpen aan de rechtbank door welke plaatsing in dwangverpleging werd gelast.

Deze rechtbank kan verlenging van den maatregel gelasten, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diensthoofd van de psychiatrische afdeling; de verlenging kan, op dezelfde wijze, hernieuwd worden.

Het hof van assisen beschikt zonder tusschenkomst van de jury.

HOOFDSTUK V.

De recidivisten en de gewoontemisdadigers.

ART. 21.

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de art. 54, 55 en 57 van het Strafwetboek, blijven gedurende twintig jaar na afloop van hunne straf ter beschikking van de Regeering.

ART. 22.

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de art. 56 en 57 van het

restent à la disposition du Gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis au moins trois crimes ou délits, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

ART. 23.

Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du Gouvernement sont internés, s'il y a lieu, dans un établissement désigné par arrêté royal.

CHAPITRE VI.

De la détention dans une prison école.

ART. 24.

L'article 7 du Code pénal est complété comme suit :

Les peines applicables aux infractions sont : ... En matière correctionnelle : la détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis.

ART. 25.

La détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis remplace l'emprisonnement correctionnel à l'égard des condamnés âgés de moins de 21 ans accomplis au moment du juge-

Strafwetboek, blijven ter beschikking van de Regeering gedurende tien jaar na afloop van hunne straf, indien deze ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt. Zij kunnen ter beschikking van de Regeering worden gesteld voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar na afloop van hunne straf, indien deze minder bedraagt dan één jaar gevangenisstraf.

Dezelfde maatregel kan worden getroffen in geval van herhaling van misdaad na wanbedrijf en ten aanzien van wie ook die, ten minste drie misdaden of wanbedrijven hebbende gepleegd, eene aanhoudende neiging tot wetsovertreden blijkt te vertoonen.

ART. 23.

De recidivisten en de gewoonte-misdadigers die ter beschikking van de Regeering staan, worden, zoo daartoe termen zijn, geïnterneerd in een bij koninklijk besluit aangewezen gesticht.

HOOFDSTUK VI.

De hechtenis in eene strafschool.

ART. 24.

Artikel 7 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

De straffen van toepassing op de inbreuken zijn : ... In correctioneele zaken : de hechtenis in eene strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar.

ART. 25.

Hechtenis in eene strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar vervangt de correctioneele gevangenisstraf ten aanzien van veroordeelden minder dan volle 21 jaar oud tijdens het vonnis en

ment et de son exécution; l'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement.

ART. 26.

Les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles sont devenues définitives; elles prononcent, pour le cas où elles ne seraient pas exécutées avant que le condamné ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la peine d'emprisonnement qu'il aura à subir.

ART. 27.

Les condamnés qui ont à subir la peine de détention dans une prison-école peuvent être mis en liberté conditionnellement dans les formes établies par la loi, lorsqu'ils ont accompli une année de peine.

La libération définitive leur est acquise, si la révocation n'est pas intervenue, pour les causes, dans les formes et avec les effets prévus par la loi, avant l'accomplissement de leur vingt-cinquième année.

Dans le cas visé à l'article 4, alinéa 4 de la loi du 31 mai 1888, modifiée par celle du 3 août 1899, le condamné subira la peine d'emprisonnement prononcée en vertu de l'article 26.

ART. 28.

Les cours et tribunaux, en condamnant à la détention dans une prison-école, peuvent, lorsque l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 26 ne dépasse pas six mois, ordonner le sursis conformément à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888.

deszelfs tenuitvoerlegging; geldboete en hechtenis in eene strafschool worden niet samen opgelegd.

ART. 26.

De bij toepassing van het vorig artikel genomen beschikkingen worden tenuitvoergelegd zoodra zij definitief geworden zijn; mochten zij niet worden tenuitvoergelegd vóórdát de veroordeelde den leeftijd van volle 21 jaar heeft bereikt, dan wordt bij de beschikking bepaald welke gevangenisstraf hij zal ondergaan.

ART. 27.

De veroordeelden, die eene hechtenisstraf in eene strafschool moeten ondergaan, kunnen, op de bij de wet vastgestelde wijze voorwaardelijk in vrijheid worden gesteld als zij één jaar straf hebben uitgedaan.

Hun ontslag wordt definitief, wanneer het niet, om de redenen, op de wijze en met de gevolgen bij de wet voorzien, herroepen werd vóórdát zij volle vijf en twintig jaar oud waren.

In het geval voorzien bij art. 4, 4^{de} lid, der wet van 31 Mei 1888, gewijzigd bij de wet van 3 Augustus 1899, ondergaat de veroordeelde de gevangenisstraf uitgesproken op grond van art. 26.

ART. 28.

De hoven en rechtbanken, waar zij tot hechtenis in eene strafschool verwijzen, kunnen, wanneer de op grond van art. 26 uitgesproken gevangenisstraf zes maand niet overschrijdt, uitstel verleenen overeenkomstig art. 9 der wet van 31 Mei 1888.

ART. 29.

Les peines d'emprisonnement prononcées en vertu de l'article 26 se prescrivent conformément à l'article 92 du code pénal, soit par cinq ans, soit par dix ans, à compter du jour où le condamné a accompli sa vingt et unième année.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales.

ART. 30.

Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle et criminelle sont applicables aux procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.

ART. 31.

Sont abrogés les dispositions du code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police, l'article 76 du code pénal, l'article 37 de la loi du 13 mai 1912, les dispositions contraires à la présente loi contenues notamment dans la loi du 18 juin 1850, modifiée par la loi du 28 décembre 1873, sur le régime des aliénés.

CHAPITRE VIII.

Mesure transitoire.

ART. 32.

Les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police coulées

ART. 29.

De op grond van art. 26 uitgesproken gevangenisstraffen vervallen overeenkomstig art. 92 van het Strafwetboek hetzij na vijf jaar, hetzij na tien jaar; te rekenen van den dag waarop de veroordeelde volle één en twintig jaar heeft bereikt.

HOOFDSTUK VII.

Algemeene bepalingen.

ART. 30.

De bepalingen betreffende de vervolgingen in correctioneele zaken en in lijfstrafzaken zijn van toepassing op de in deze wet bedoelde rechtsplegingen, behoudens de daarbij voorziene afwijkingen.

ART. 31.

Vervallen : de bepalingen van het Strafwetboek betreffende het stellen onder bijzonder toezicht van de politie, art. 76 van het Strafwetboek, art. 37 der wet van 13 Mei 1912, de bepalingen die strijden met deze wet en inzonderheid vervat zijn in de wet van 18 Juni 1850, gewijzigd bij de wet van 28 December 1873 op de behandeling van de krankzinnigen.

HOOFDSTUK VIII.

Overgangsmaatregel.

ART. 32.

De veroordeelingen tot verwijzing onder bijzonder politietoezicht, welke

en force de chose jugée au moment de la mise en vigueur de la présente loi continueront à recevoir leur exécution.	bij het in werking treden dezer wet in kracht van gewijsde gegaan zijn, worden verder ten uitvoer gelegd.
--	---

Donné à Bruxelles, le 10 février
1923.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ Februari
1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.
